



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

YONNE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°89-2018-048

PUBLIÉ LE 28 MAI 2018

# Sommaire

## Préfecture de l'Yonne

89-2018-05-28-001 - Arrêté PREF SAPPIE BCAAT 2018 084 donnant délégation de signature à Mme Françoise FUGIER, secrétaire générale de la préfecture, chargée de l'intérim des fonctions de sous-préfète de Sens (8 pages)

Page 3

Préfecture de l'Yonne

89-2018-05-28-001

Arrêté PREF SAPPPIE BCAAT 2018 084 donnant  
délégation de signature à Mme Françoise FUGIER,  
secrétaire générale de la préfecture, chargée de l'intérim  
des fonctions de sous-préfète de Sens



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
INTERMINISTERIELLES ET  
DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE LA  
COORDINATION  
ADMINISTRATIVE ET DE  
L'APPUI TERRITORIAL

**ARRETE N° PREF/SAPPIE/BCAAT/2018/084**  
**donnant délégation de signature à Madame Françoise FUGIER**  
**Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, chargée de l'intérim**  
**des fonctions de Sous-préfète de Sens**

Le préfet de l'Yonne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'organisation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du Président de la République du 28 juillet 2017 nommant M. Patrice LATRON, préfet de l'Yonne, installé dans ses fonctions le lundi 21 août 2017 ;

VU le décret du Président de la République du 25 avril 2016, nommant Mme Françoise FUGIER, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

VU le décret du Président de la République du 6 décembre 2016, nommant M. Abdelmajid TKOUB, sous-préfet d'Avallon ;

VU le décret du Président de la République du 9 mai 2018 portant cessation des fonctions de sous-préfète de Sens exercées par Mme Sabine ROUSSELY ;

VU le décret du Président de la République du 23 mai 2018 nommant M. Régis CASTRO, sous-préfet de Sens ;

VU l'arrêté n° PREF/DMM/2017/0002 du 11 juillet 2017 portant organisation des services de la préfecture et des sous-préfectures modifié par l'arrêté PREF/DRHM/2018/0005 du 12 avril 2018 ;

1

VU l'arrêté PREF/MAP/2017/056 du 21 août 2017 donnant délégation de signature à Mme Sabine ROUSSELY, sous-préfète de Sens ;

CONSIDERANT que M. Régis CASTRO, nouveau sous-préfet de Sens prendra ses fonctions le 11 juin 2018 ;

SUR proposition de la Secrétaire générale ;

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : délégation de signature est donnée à Mme Françoise FUGIER, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne chargée de l'intérim des fonctions de sous-préfète de Sens, à l'effet de signer, pour l'arrondissement, les actes relatifs aux matières suivantes :

#### **1 - Police générale :**

101 - application des dispositions tendant à prononcer la suspension des permis de conduire, les avertissements ou le classement des procédures administratives établies par les services de police et de gendarmerie, pour constater les infractions au code de la route et les accidents dans l'arrondissement ;

102 - signature des permis de conduire (duplicata et primata) ;

103 - application des dispositions tendant à prononcer, soit la validation ou la restriction de validité, soit la suspension du permis de conduire dans le cadre des visites médicales du permis de conduire en application des articles R 221-10 à R 221-14 du code de la route ;

104 - signalisation « STOP » à l'intérieur des agglomérations sur les routes à grande circulation ;

105 - aptitude technique, agrément, refus d'agrément, suspension et retrait d'agrément des gardes particuliers ;

106 - délivrance de la carte européenne d'arme à feu,

107 - Enregistrement, déclaration et autorisation d'acquisition et de détention d'armes et de munitions, refus d'acquisition et de détention d'armes et de munitions, saisies administratives d'armes et restitution des biens saisis ;

108 - octroi et refus d'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsion immobilière ;

109-a Les décisions de police administratives relatives aux débits de boissons (tous commerces ou établissements vendant des boissons) :

- demandes d'autorisation d'ouverture tardive,
- fermetures administratives.

109-b Les dérogations temporaires d'ouverture des débits de boissons dans les installations sportives ;

110 - délivrance des récépissés de brocanteurs ;

111 - délivrance des récépissés de déclaration de vendeurs de produits relevant de la Française des jeux ;

112 - arrêtés autorisant les courses pédestres, cyclistes, nautiques, les biathlons, les triathlons, les combats de boxe, les rallyes automobiles et motocyclistes ainsi que les épreuves de slalom et gymkana, de pilotage acrobatique, de moto-cross, d'enduro-trial et de courses de côte se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement ;

113 - octroi de dérogations à l'arrêté préfectoral DDASS/SE/2006/478 du 24 décembre 2006 relatif à la lutte contre les bruits gênants pour le voisinage au titre des seuls articles 2 et 4 ;

114 - autorisation de résidence donnée aux condamnés libérés ;

115 - délivrance de certificat de perte du permis de chasser ;

116 - délivrance des laissez-passer mortuaires pour les transports de corps à l'étranger, arrêté portant dérogation au délai de 6 jours à compter du décès pour procéder à l'inhumation ou l'incinération du corps ;

117 - homologations de terrains sur lesquels seront organisées des manifestations sportives comportant la participation de véhicules à moteur ;

118 - délivrance des certificats d'immatriculation automobile ;

119 - signature des cartes d'aptitude médicale de conducteurs (ambulance, taxi, transports de personnes et d'enfants) ;

120 - décisions de la commission de sécurité et d'accessibilité de l'arrondissement y compris les décisions de la sous-commission de sécurité et d'accessibilité ;

121 - signature des conventions de participation citoyenne ;

## **2 - Administration locale :**

201 - convocation des électeurs en vue d'élections municipales partielles et complémentaires ;

202 - contrôle de légalité et contrôle budgétaire des actes des collectivités locales et des établissements publics communaux ou intercommunaux ;

203 - signature de la lettre informant de l'intention de l'administration de ne pas saisir le tribunal administratif ;

204 - désaffectation des locaux scolaires ;

205 - substitution au maire dans les cas prévus par les articles L.2122-34 et L.2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

206 - création, agrandissement, transfert et fermeture des cimetières dans les cas expressément prévus par le code général des collectivités territoriales ;

207 - signature des arrêtés portant création, modification ou dissolution de syndicats intercommunaux à vocation simple ou multiple, lorsque toutes les communes sont situées dans l'arrondissement ;

- 208 - signature des arrêtés portant création de la commission syndicale chargée de l'administration des biens et droits indivis entre plusieurs communes, lorsque toutes les communes sont situées dans l'arrondissement ;
- 209 - signature des arrêtés portant ouverture d'enquête sur les projets de modifications aux limites territoriales des communes et le transfert de leurs chefs-lieux ;
- 210 - délivrance et reçu des récépissés de déclaration de constitution des associations syndicales libres de propriétaires ;
- 211 - autorisations de dérogation aux tarifs de service public ;
- 212 - acceptation des démissions des adjoints au maire ;
- 213 - décisions d'arbitrage en matière de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques, lorsque la commune d'accueil est située dans l'arrondissement ;
- 214 - mise en demeure du maire de mandater une dépense obligatoire (article L 1612-16 du C.G.C.T.), l'inscription d'office étant exclue de la délégation ;
- 215 - signature des arrêtés de nomination des délégués de l'administration dans les commissions administratives des listes électorales ;
- 216 - signature de tous les documents établis et transmis par les services fiscaux en matière de fiscalité locale ;
- 217 - signature des courriers relatifs aux recours gracieux contre les décisions d'urbanisme prises au nom de l'Etat dans l'arrondissement ;  
- signature des décisions des actes d'urbanisme (déclarations préalables, demandes de certificats d'urbanisme, de permis de construire) relevant de l'article R 422-2e du code de l'urbanisme dans les communes de l'arrondissement non dotées d'un PLU et signature de la lettre d'information au maire ;
- 218 - signature des arrêtés préfectoraux relatifs à la composition des groupes de travail institués en matière de réglementation de la publicité ;
- 219 - visa de déclaration souscrite en application de l'accord franco-algérien du 11 octobre 1983 (article 2 – 1<sup>er</sup> alinéa) par les jeunes franco-algériens ;
- 220 - dérogations aux inscriptions scolaires dans les écoles maternelles et primaires de l'arrondissement ;
- 221 – signature des arrêtés fixant la liste des communes et des établissements publics de coopération intercommunale de l'arrondissement, signataires d'un projet éducatif territorial.
- 222 – signature des accusés réception des dossiers complets de demande de DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) ;

### **3 - Administration générale :**

301 - réquisitions de logement (signature, notification, exécution, renouvellement, annulation et mainlevées des ordres de réquisitions, actes de procédure divers) ;

302 - enquête de commodo et in commodo (arrêté prescrivant l'enquête, la nomination des enquêteurs et les actes de procédure) ;

303 - autorisations de poursuites par voie de vente ;

304 - passation des actes de ventes ou d'acquisitions de terrains dans lesquels l'Etat intervient ;

305 - signature de tous les actes, documents et décisions dans le domaine social ;

306 - signature des avis portant sur les demandes de médaille d'honneur du travail ainsi que la signature des lettres adressées aux collectivités territoriales ;

307 - signature des notifications de subventions au titre de la politique de la ville (contrats de ville).

Article 2 : délégation de signature lui est donnée pour (compétence départementale) :

- les cartes de séjour ;
- les récépissés et renouvellement de récépissés de demandes de titre de séjour ;
- les renouvellements des attestations d'accueil et les refus d'admission au séjour des demandeurs d'asile.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise FUGIER, la délégation de signature consentie sera exercée par Mme Mylène BARRE-MAHOT, secrétaire générale de la sous-préfecture de Sens, sauf pour les refus d'admission au séjour à l'encontre des demandeurs d'asile. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mylène BARRE-MAHOT, la même délégation est donnée à M. Jean-Jacques VIAZZO, attaché et à Mme Isabelle MACHAC, attachée.

Article 3 : délégation de signature lui est donnée pour les décisions de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) et les comptes-rendus de réunions pour l'ensemble du département.

Article 4 : en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise FUGIER, délégation de signature est donnée à Mme Mylène BARRE-MAHOT, secrétaire générale de la sous-préfecture de Sens, à l'effet de signer les décisions énumérées à l'article 1er et figurant sous les numéros 101 - 102 - 103 - 105 - 109b - 110 - 111 - 112 - 113 - 115 - 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - 210 - 222 - 305 - 306 ainsi que toutes les correspondances courantes.

Article 5 : en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Mylène BARRE-MAHOT, délégation est donnée à M. Jean-Jacques VIAZZO, attaché, pour signer les décisions énumérées à l'article 4 précité.





Article 6 : délégation de signature est donnée à Mme Françoise FUGIER, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne chargée de l'intérim des fonctions de sous-préfète de Sens pour les dépôts de candidatures effectués en sous-préfecture de Sens à l'occasion des élections municipales et communautaires, pour signer :

- le reçu de dépôt de candidature 1er tour ;
- le récépissé d'enregistrement de candidature 1er tour ;
- le récépissé d'enregistrement de candidature 2ème tour ;
- le refus de délivrance de récépissé d'enregistrement de candidature 1er tour et 2ème tour.

La délégation de signature consentie pourra également être exercée pour ces documents, sauf pour le refus de délivrance de récépissé d'enregistrement, par Mme Mylène BARRE-MAHOT, secrétaire générale de la sous-préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement à M. Jean-Jacques VIAZZO, attaché.

La délégation de signature consentie pourra également être exercée pour le reçu de dépôt de candidature 1er tour et le récépissé d'enregistrement de candidature 2ème tour par Mmes Isabelle MACHAC, attachée et Pascale CORNU et, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Article 7 : en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Françoise FUGIER, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne chargée de l'intérim des fonctions de sous-préfète de Sens, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée par M. Abdelmajid TKOUB, sous-préfet d'Avallon.

Fait à Auxerre, le

**28 MAI 2018**

Le préfet



Patrice LATRON

*La Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et le Sous-préfet d'Avallon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Yonne.*

*Délais et voies de recours – le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.*

8005 1AM 3 S